

LE LIVRE NOIR D'EMMANUEL MACRON



LE LIVRE NOIR

D'EMMANUEL MACRON

SOMMAIRE

Synthèse.....	4
Emmanuel Macron a fracturé la France	7
Emmanuel Macron a explosé les finances publiques	9
Emmanuel Macron a pris des décisions préjudiciables pour le pouvoir d'achat des Français	11
Emmanuel Macron a aggravé le déclin industriel et économique de la France.....	13
Emmanuel Macron a désarmé l'État régalien	15
Emmanuel Macron a détricoté la politique familiale	18
Emmanuel Macron a aggravé les failles structurelles de notre système de santé	19
Emmanuel Macron mène une politique énergétique inefficace et illisible pour les Français	23
Emmanuel Macron a abandonné les agriculteurs	25
Emmanuel Macron a fait reculer le poids de la France en Europe et dans le monde	27

Synthèse

En cinq ans, la « révolution » promise par Emmanuel Macron n'a été qu'une accélération du déclin français. Force est de constater que le « nouveau monde » méprisant d'Emmanuel Macron a accouché d'une souris. Sur tous les sujets fondamentaux (régalien, retraites, réforme de l'Etat...), un volontarisme de façade a masqué un immobilisme coupable.

Pire, Emmanuel Macron a exercé le pouvoir de façon solitaire et verticale en affichant un mépris évident pour les corps intermédiaires et les Français.

Notre économie décroche par rapport à nos voisins, nos finances publiques sont au rouge vif, l'insécurité s'aggrave et l'immigration atteint des records. Désormais candidat, Emmanuel Macron promet tout ce qu'il n'a pas fait pendant son mandat. Comment croire qu'il fera dans les cinq prochaines années tout ce qu'il s'est montré incapable de faire depuis cinq ans ?

Sous de nombreux aspects, son bilan apparaît comme un dépôt de bilan. En cinq ans, Emmanuel Macron a dépensé sans compter. Avant même la crise sanitaire, les dépenses publiques augmentaient plus vite que sous le quinquennat de François Hollande. Sans mener la moindre réforme structurelle de l'Etat, Emmanuel Macron a cru pouvoir acheter la paix sociale à coups de chèques à crédit. La dette publique a augmenté deux fois plus vite qu'en Allemagne. Cet argent prétendument magique se payera d'une manière ou d'une autre. Cette montagne de dettes laissée à nos enfants est une faute morale et un danger pour notre souveraineté.

Nos concitoyens étouffent et nos entreprises sont asphyxiées car la France est toujours la championne d'Europe de la pression fiscale et sociale sur les entreprises et les ménages. Les prélèvements obligatoires ont franchi la barre des 1 000 milliards d'euros sous le quinquennat d'Emmanuel Macron. Les retraités en ont été les premières victimes avec la hausse massive de CSG et la désindexation de leurs pensions.

Nos entreprises croulent sous les charges et les normes : le coût de la complexité du Droit en France est évalué à 3 points de PIB. Candidat, Emmanuel Macron se fait le chantre de la réindustrialisation et de la souveraineté. Président, il a laissé la compétitivité des entreprises se dégrader et notre déficit commercial atteindre un record jamais vu en Europe.

Le coût de la vie explose, notamment la facture d'énergie qui a augmenté de plus de 360 euros durant le quinquennat. Nous n'oublions pas qu'avant les crises successives, Emmanuel Macron a commencé son mandat par augmenter massivement les taxes sur le gaz, le fioul, le diesel et l'essence.

Le plus grave angle mort de sa politique fut la sécurité. Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont pas su protéger les Français. L'insécurité n'est pas un sentiment, mais une réalité qui nous explose en plein visage. En cinq ans, les violences contre les dépositaires de l'autorité publique ont augmenté de 20%, les coups et blessures volontaires ont augmenté de plus d'un tiers, les tentatives d'homicide ont augmenté de 40%... Les sanctions sont trop peu appliquées et la justice, noyée, laisse trop de délinquants dans l'impunité. Candidat, Emmanuel Macron dit vouloir "poursuivre ses investissements sécuritaires". Président, il n'a construit que 2 000 places de prison sur les 15 000 promises, a osé reprendre à son compte les termes odieux de « violences policières » et a interdit les courtes peines de prison.

Depuis cinq ans, l'immigration atteint des sommets et l'assimilation est en panne. Alors qu'un record de près d'1,3 million de titres de séjour ont été délivrés pendant le quinquennat, Emmanuel Macron a été incapable de faire respecter la loi et de protéger nos frontières : moins d'une décision d'expulsion sur dix est appliquée alors qu'il promettait d'en appliquer 100%. Il a étendu la réunification familiale aux frères et sœurs de réfugiés et n'a rien fait pour endiguer les flux d'immigration légale et illégale. Il ne veut pas voir que cette immigration massive, doublée d'une intégration ratée, fracture notre pays.

Au niveau européen, Emmanuel Macron a multiplié les rêves fédéralistes restés lettre morte : convergence fiscale et sociale, budget autonome de la zone euro, armée européenne... Pire, la souveraineté européenne alimentaire a même reculé, faute d'avoir suffisamment défendu nos agriculteurs à Bruxelles.

Nos campagnes et nos agriculteurs sont confrontés à d'immenses défis dont le gouvernement n'a pas pris la mesure. C'est sous Emmanuel Macron que la France a connu son premier déficit agricole depuis 1945. Son gouvernement a laissé tomber nos agriculteurs alors que nous importons déjà 20% de notre alimentation quotidienne et 40% de nos fruits et légumes.

La crise sanitaire a révélé l'appauvrissement et les failles structurelles de notre système de santé. A coups de mensonges ou de retards sur les masques, les tests et les vaccins, le gouvernement d'Emmanuel Macron a failli. L'accès aux soins a été gravement compromis et jamais les déserts médicaux n'ont été aussi étendus qu'aujourd'hui. Les personnels de santé tiennent à bout de bras un système à bout de souffle.

Dans la droite ligne de François Hollande, Emmanuel Macron a consciencieusement détricoté la politique familiale. Prestation d'accueil du jeune enfant, complément libre choix d'activité, désindexation des allocations familiales... : Tous les piliers de notre politique familiale, pourtant admirée dans le monde, ont été rabotés et fragilisés. Conséquence : la natalité s'est effondrée en France.

Enfin, en matière énergétique et environnementale, les revirements incessants, l'inflation législative et les décisions démagogiques sans fondement scientifique auront été la marque de fabrique de la politique d'Emmanuel Macron. Président, il a repris les objectifs absurdes de François Hollande visant à affaiblir notre filière nucléaire historique en dépit de notre souveraineté énergétique. Candidat, il promet l'exact inverse de ce qu'il a fait.

Voilà la réalité du bilan d'Emmanuel Macron qu'il fera tout pour dissimuler. Ce bref livre noir est une contribution au débat démocratique indispensable que nous devons avoir sur ces cinq dernières années et sur les prochaines. Les 10 et 24 avril prochains, se jouera une élection capitale pour notre pays. Les Français auront à choisir s'ils souhaitent que cette politique de l'impuissance publique perdure. Ils auront à se choisir un avenir.

EMMANUEL MACRON A FRACTURÉ LA FRANCE

LE MÉPRIS DES MILIEUX DE CORDÉE

Emmanuel Macron a méprisé de nombreux Français : il les a qualifiés d'« illettrés » (17 septembre 2014), de « ceux qui ne sont rien » (29 juin 2017), de « fainéants » (8 septembre 2017) ou de « Gaulois réfractaires au changement » (29 août 2018).

L'APPAUVRISSMENT DES RETRAITÉS

Emmanuel Macron a fait des retraités une variable d'ajustement. L'augmentation massive de la CSG (+ 25%) au début du quinquennat a fortement affecté le pouvoir d'achat des retraités. En 2018 et 2019, deux retraités sur trois ont été appauvris à cause de cette hausse et de la désindexation des pensions de retraites décidées par le gouvernement d'Edouard Philippe.

LA FRACTURE ENTRE LES VILLES ET LES CAMPAGNES

Le gouvernement d'Emmanuel Macron a multiplié les mesures aggravant l'abandon des habitants des communes rurales.

- **Augmentation des taxes énergétiques** : en 2018, les taxes sur le gazole ont augmenté de 14% et celles sur l'essence de 7,5%. Avec la hausse des taxes sur le gaz et le fioul, ce sont près de 4 milliards d'euros de taxes supplémentaires qui ont pesé sur les Français.
- **Réduction de vitesse à 80 km/h** : au lieu d'améliorer l'état des routes et de faire respecter la législation existante, le gouvernement d'Edouard Philippe a préféré stigmatiser ceux qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur véhicule pour se déplacer. Cet acharnement du gouvernement contre les automobilistes a démontré sa méconnaissance des territoires ruraux où la voiture est essentielle pour aller travailler, emmener ses enfants à l'école ou aller chez le médecin.

- **Aggravation de la désertification médicale** : la politique d'Emmanuel Macron n'a pas permis d'enrayer la désertification médicale qui concerne désormais 7,4 millions de Français. Le nombre de Français vivant dans un désert médical a massivement augmenté pendant son mandat (+ 1,7 million entre 2016 et 2019 selon la Fédération nationale de la mutualité française). La suppression du numerus clausus est un leurre car les universités n'ont pas reçu de moyens supplémentaires pour former plus de médecins.
- **Abandon des petites lignes ferroviaires** : le gouvernement s'est largement désengagé de l'investissement pour les petites lignes ferroviaires en laissant des factures allant de 1 à 2 milliards d'euros à SNCF Réseau et aux régions.
- **Le dédoublement des classes de REP a entraîné des fermetures de classes dans les petites communes rurales** : au niveau national, à la rentrée 2018, le déficit global entre ouvertures et fermetures est de 808 classes (1097 fermetures et 289 ouvertures) selon les données collectées par le syndicat SNUipp-FSU.
- **Accès à la culture largement inégalitaire** : aujourd'hui, en Île-de-France, le ministère de la Culture dépense 139 euros par habitant et par an contre seulement 15 euros par habitant pour le reste du territoire, soit 9 fois moins.

LA FRACTURE ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Emmanuel Macron n'a jamais été élu local et a multiplié les décisions déconnectées des réalités de terrain dont la crise des gilets jaunes a été l'une des conséquences. Il s'est inscrit dans le pire centralisme technocratique au détriment des collectivités territoriales : le non-cumul des mandats a déconnecté les parlementaires du terrain ; la campagne « #BalanceTonMaire » a été le signe le plus saillant du mépris des élus territoriaux ; la suppression de la taxe d'habitation a abouti à une mise sous tutelle financière des collectivités. L'État leur a confisqué une importante recette directe et a accru leur dépendance aux transferts budgétaires qui favorisent les territoires urbains, plus riches et plus peuplés au détriment des territoires pauvres, ruraux et peu peuplés.

EMMANUEL MACRON A EXPLOSE LES FINANCES PUBLIQUES

LES RÉFORMES AU POINT MORT DEPUIS 2017

Depuis 2017, Emmanuel Macron n'a pas fait la moindre économie substantielle et n'a engagé aucune réforme de l'État. Alors qu'il avait promis pendant sa campagne de réduire de 60 milliards d'euros la dépense publique et de 120 000 le nombre de fonctionnaires (dont 50 000 dans la fonction publique d'État), il a continué à les augmenter. Si bien que la dette atteignait déjà 100% du PIB avant la crise sanitaire et que le nombre d'emplois publics (hors contrats aidés) a augmenté de 137 000 entre 2017 et 2020 dont 77 000 dans la seule fonction publique d'État (Fipeco, 19 janvier 2022). Emmanuel Macron est le premier président à ne pas avoir réformé les retraites depuis 40 ans. Il a aussi renoncé à adopter une grande loi sur la dépendance ou à construire 15 000 nouvelles places de prison. Les réformes de structure sont au point mort. Dépenser, ce n'est pas réformer.

L'EXPLOSION DES DÉPENSES PUBLIQUES

Avant même la crise sanitaire, les dépenses publiques augmentaient plus vite que sous le quinquennat de François Hollande. La France est le seul pays européen à avoir atteint un taux de dépenses publiques de plus de 60% du PIB en 2020 et en 2021. Ce ne sont pas seulement les dépenses de crise qui expliquent l'explosion des dépenses : les dépenses « ordinaires » ont continué d'augmenter massivement pendant la crise sanitaire selon le Haut Conseil des finances publiques. La crise est un prétexte à une dérive inquiétante des dépenses publiques.

LE « QUOI QU'IL EN COÛTE » ÉLECTORALISTE AVEC LE CHÉQUIER DE LA FRANCE

Depuis l'été, Emmanuel Macron a annoncé plus de 50 milliards d'euros de dépenses nouvelles sans la moindre piste de financement, alors même que la France vient de connaître la plus forte augmentation de ses dépenses publiques depuis la Seconde Guerre mondiale. Au « quoi qu'il en coûte » sanitaire et économique, succède un « quoi qu'il en coûte » électoraliste qui se paiera cher. Toutes ces nouvelles dépenses ne sont financées ni par des économies ni par des réformes.

L'HYPER-DETTE, UN RISQUE POUR NOTRE SOUVERAINETÉ

La dette continue d'augmenter pour atteindre un niveau historique de plus de 115% du PIB. La France est l'un des pays les plus endettés de l'Union européenne : l'écart entre la dette française et la dette allemande continue de se creuser pour atteindre 45 points alors qu'il était quasiment nul il y a 10 ans. La dette n'est jamais gratuite ; elle est une épée de Damoclès qui pèse sur notre souveraineté. Une augmentation d'un point des taux d'intérêt augmenterait la charge de la dette de près de 30 milliards d'euros par an (au bout de la 10^e année).

EMMANUEL MACRON

A PRIS DES DÉCISIONS PRÉJUDICIALES POUR LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

L'AUGMENTATION DES TAXES SUR L'ÉNERGIE

Emmanuel Macron a massivement augmenté les taxes sur le gaz, le fioul, le diesel et l'essence au début de son mandat : depuis 2017, plus du tiers de l'augmentation des prix de l'essence et du diesel est lié à la hausse des taxes. Une hausse de près de 4 milliards d'euros de taxes supplémentaires pour les Français a été appliquée à partir de 2018.

L'EXPLOSION DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Au cours de l'année 2021, les tarifs réglementés du gaz, appliqués à près de 3 millions de foyers, ont connu une hausse historique de 57%. Selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE), la facture de gaz naturel pour un client (se chauffant au gaz et avec une consommation annuelle de 14 000 kWh) est passé de 977 euros en janvier 2021 à 1 482 euros en octobre 2021. Par ailleurs, les prix des carburants ont explosé (+ 20% en un an) et sont revenus au niveau historique de fin 2018. Par rapport à 2019, la facture d'énergie a augmenté de 360 euros par an. Pour les habitants des territoires ruraux, cette hausse s'élève à plus de 510 euros par an.

Selon une étude de l'Institut des politiques publiques (novembre 2021), le pouvoir d'achat des 5% des ménages les plus pauvres a baissé en moyenne de 0,5% depuis 2017.

UNE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ILLUSOIRE ET ÉLECTORALISTE

Le gouvernement a tenté de masquer la hausse inexorable des prix de l'électricité à coups de chèques mal ciblés. Or, les chèques, c'est de la dette : ceux qui vont payer cette facture, ce sont les contribuables. Le gouvernement fait porter la charge supplémentaire de 8 milliards d'euros sur EDF, en augmentant le plafond de l'ARENH, obérant ses capacités d'investissement. Il a déjà spolié les petits épargnants qui détiennent 15% du capital d'EDF et qui payent le prix de la décision gouvernementale avec l'effondrement du cours de la bourse. L'État fait joujou avec les entreprises publiques mais ce sont les Français qui paieront l'addition salée de 20 milliards d'euros.

LES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES ONT FRANCHI LA BARRE DES 1 000 MILLIARDS D'EUROS SOUS MACRON

Sous le mandat d'Emmanuel Macron les prélèvements obligatoires ont franchi la barre des 1000 milliards d'euros. La France a toujours le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé d'Europe, supérieur de 5,8 points de PIB à la moyenne de la zone euro : 44,5% en 2020, selon l'Insee. La France est également toujours n°1 en Europe pour la pression fiscale et sociale sur les entreprises : le taux de prélèvements obligatoires représente en moyenne 60,7% du résultat commercial des entreprises, 20 points de plus que la moyenne européenne (Banque mondiale et PwC).

EMMANUEL MACRON A AGGRAVÉ LE DÉCLASSEMENT INDUSTRIEL ET ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

L'AGGRAVATION DE LA DÉSINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE

Plusieurs de nos entreprises stratégiques ont été abandonnées à des puissances étrangères. Alstom Power et Technip sont passés sous pavillon américain ; Alcatel déploiera désormais la 5G sous les couleurs du finlandais Nokia ; le gouvernement a envisagé la scission d'EDF en trois entités et la privatisation d'Aéroports de Paris.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron a perdu plusieurs contrats d'armement stratégiques, notamment la perte des marchés des avions Rafale en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, avant la rupture du contrat du siècle de sous-marins avec l'Australie.

La part de l'industrie manufacturière dans la richesse nationale a atteint un plus bas historique en 2020 à 9% du PIB, soit deux fois moins qu'en Allemagne (18%) et nettement moins que la moyenne européenne (14%).

UN DÉFICIT COMMERCIAL HISTORIQUE

Le déficit commercial français a atteint un niveau jamais vu en Europe en 2021 à - 84,7 milliards d'euros (contre - 64,8 en 2016) selon les douanes françaises. Dans le même temps, l'Allemagne affiche un excédent commercial de + 182,4 milliards d'euros en 2020, l'Italie de + 63,6 milliards et les Pays-Bas de + 67,9 milliards. C'est la preuve qu'Emmanuel Macron n'a pas restauré la compétitivité de nos entreprises.

Depuis l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, le déficit commercial de la France avec la Chine a été multiplié par sept (pour atteindre plus de 34 milliards d'euros en 2020) alors que la balance commerciale allemande avec la Chine est redevenue excédentaire sur la même période.

La France n'est plus que la 7^e puissance mondiale en PIB et 28^e en PIB par habitant selon le FMI. Il y a 10 ans, le PIB par habitant de l'Allemagne et de la France était équivalent (Eurostat, en euros courants).

Selon le dernier rapport annuel de la direction générale du Trésor, publié en février 2021, la France est le 6^e exportateur mondial de biens et services, après avoir été 5^e en 2018, derrière la Chine, les États-Unis, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni.

UNE CROISSANCE EN TROMPE L'ŒIL

Sous le quinquennat d'Emmanuel Macron, le taux de croissance moyen de la France est inférieur à la moyenne européenne (1% par an de 2017 à 2021) alors qu'il était supérieur à la moyenne européenne sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy (1,1% par an entre 2007 et 2012).

La France a aussi décroché dans la lutte contre le chômage : elle était 16^e sur 28 il y a 10 ans (au 4^e trimestre 2011) ; elle est désormais 23^e sur 27 (au 3^e trimestre 2021) selon Eurostat. Ces éléments objectifs devraient appeler le gouvernement à la modestie : contrairement à ce qu'il prétend, la France n'est pas à la veille de nouvelles Trente Glorieuse, faute d'avoir engagé les réformes nécessaires à son redressement économique.

EMMANUEL MACRON A DÉARMÉ L'ÉTAT RÉGALIEN

LA SÉCURITÉ N'A JAMAIS ÉTÉ SA PRIORITÉ

Entre 2016 et 2021, les coups et blessures volontaires enregistrés par les forces de l'ordre ont augmenté de 36% selon le ministère de l'Intérieur, soit plus de 800 agressions par jour. Les violences contre les dépositaires de l'autorité publique ont augmenté de 19% en cinq ans: plus de 100 sont enregistrées tous les jours par les forces de l'ordre. Les tentatives d'homicide ont augmenté de 41% en cinq ans, soit plus de 9 par jour en moyenne.

Alors que son garde des Sceaux ose s'en prendre au « sentiment d'insécurité » qui est selon lui « de l'ordre du fantasme », Emmanuel Macron critique une présumée « tyrannie des faits divers » sans regarder en face l'explosion des violences.

Emmanuel Macron promet désormais tout ce qu'il n'a pas fait en cinq ans, notamment une loi de programmation sur la sécurité intérieure, présentée le 16 mars 2022 en Conseil des ministres, avec comme objectif de « doubler sous 10 ans la présence des policiers et gendarmes sur la voie publique ». Cette loi n'a aucune chance d'être appliquée avant la fin du quinquennat. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait voter dès 2017 comme nous l'avions proposé au Parlement ?

Malgré des effectifs en hausse, le taux de présence des policiers sur le terrain est en baisse depuis 10 ans (à 37%) selon un rapport de la Cour des comptes de novembre 2021.

LE CŒUR DU PROBLÈME : LES SANCTIONS NE SONT PAS APPLIQUÉES

Emmanuel Macron fait l'impasse sur l'application des sanctions. Or, le problème fondamental est moins le nombre de policiers que l'application des peines. Emmanuel Macron avait promis que « toute peine prononcée [serait] exécutée ». Résultat, les peines de prison n'ont jamais été aussi peu appliquées : seulement 54% des peines de prison ferme sont exécutées en 2019 contre 56% en 2016 selon le ministère de la Justice.

Il y a autant de détenus qu'au début du quinquennat alors que l'insécurité progresse (69 992 au 1^{er} décembre 2021 contre 69 679 détenus écroués au 1^{er} mai 2017 selon le ministère de la Justice). Il n'y a pas de « surpopulation carcérale » en France ; il y a un sous-équipement en places de prison. Nous sommes le 2^e pays européen sur 27 pour le nombre d'agressions (ramené à la population) et seulement le 18^e pour le nombre de prisonniers selon Eurostat. Emmanuel Macron n'a pas tenu sa promesse de construction de 15 000 nouvelles places sur le mandat. Depuis 2017, seulement 2 000 places de prison ont été livrées, dont la majorité a été lancée avant. Pourquoi refuser de rétablir des peines-plancher que Christiane Taubira avait supprimées ? Comment restaurer la certitude et la fermeté des sanctions alors qu'il s'est choisi Éric Dupond-Moretti comme ministre de la Justice ?

DES GAGES À LA HAINE ANTI-FLICS

Emmanuel Macron a repris le vocable d'extrême gauche en s'en prenant aux pseudo « violences policières » il y a moins d'un an (Brut, 4 décembre 2021), oubliant que les bavures ne justifient en rien de s'en prendre à toute la police et que l'État a le monopole de la violence légitime. Alors que les forces de l'ordre sont déjà les fonctionnaires les plus surveillés et les plus sanctionnés, Emmanuel Macron a annoncé la création d'une « instance de contrôle parlementaire des forces de l'ordre », ce qui est une concession à la haine anti-flics.

LA DÉBÂCLE DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Jamais autant de titres de séjours n'ont été délivrés que pendant le quinquennat d'Emmanuel Macron (près de 1,3 million de titres de séjour ont été délivrés de 2017 à fin 2021, soit + 36% par rapport au quinquennat de Nicolas Sarkozy) ; jamais autant de demandes d'asile n'ont été enregistrées (plus de 540 000, soit + 163% par rapport au quinquennat de Nicolas Sarkozy) ; jamais autant de mineurs non accompagnés n'ont été pris en charge aux frais du contribuable (plus de 23 000 sont pris en charge fin 2020, soit une multiplication par cinq par rapport à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy) ; jamais les décisions d'expulsion n'ont été aussi peu appliquées (moins de 6% des OQTF ont été exécutées sur les six premiers mois de l'année 2021 contre 22% en 2012). Emmanuel Macron s'était pourtant engagé à les appliquer à 100% (entretien à *Valeurs actuelles*, 31 octobre 2019).

Aucune mesure n'a été prise pour endiguer l'immigration de masse. Pire : le gouvernement a même étendu la réunification familiale aux frères et sœurs des réfugiés mineurs dans la loi asile et immigration d'avril 2018. Il n'a même pas tenu ses engagements, pris en 2019, de mettre en place des quotas d'immigration économique et d'organiser un débat parlementaire annuel sur l'immigration.

EMMANUEL MACRON A DÉTRICOTÉ LA POLITIQUE FAMILIALE

Le nombre de naissances en France (hors Mayotte) a baissé en 2020 pour la 10^e année consécutive. Il est passé de 833 000 en 2010 à 733 000 en 2020, soit une baisse de 12% en 10 ans. Il y a eu 100 000 naissances en moins en 2020 qu'en 2010. La France est passée sous le seuil de renouvellement des générations (le taux de fécondité n'est plus que de 1,84 enfant par femme en 2020). Les conséquences à long terme de cette baisse de natalité sont catastrophiques, notamment pour l'économie française et le financement des retraites. Le gouvernement d'Emmanuel Macron continue de détricoter la politique familiale comme l'avait fait François Hollande :

- Baisse du plafond du quotient familial en 2013 et en 2014 affectant 800 000 familles ;
- Suppression de l'universalité des allocations familiales (modulation du montant des allocations familiales en fonction des ressources du ménage) entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015, mettant fin à un principe fondamental de la politique familiale issue du programme du Conseil national de la Résistance ;
- Baisse de 8,5% du montant de la Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) pour les 1,6 million de familles bénéficiaires à partir du 1^{er} avril 2018 ;
- Baisse du plafond de la PAJE et de la prime de naissance qui a, de fait, exclu du dispositif ou divisé par deux cette prestation pour 150 000 familles auparavant éligibles ;
- Quasi-gel des prestations familiales de 2019 à 2021 (sous-valorisées en deçà du niveau de l'inflation).

EMMANUEL MACRON

A AGGRAVÉ LES FAILLES STRUCTURELLES DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

UNE GESTION DE LA CRISE DU COVID CENTRALISÉE, IMPROVISÉE ET SANS VISION STRATÉGIQUE

Technocratie, bureaucratie, centralisé, le gouvernement a été incapable d'avoir une vision stratégique dans sa gestion de la crise et a multiplié les mensonges et les déclarations contradictoires : mensonges sur les masques (« inutiles » le 23/02/2020 ou « contre-productifs » le 20/03/2020), mensonges sur les tests (« pas de sens au niveau médical et scientifique » selon Olivier Véran, 25/04/2020) mensonges sur les lits de réanimation avec un objectif - jamais atteint - de 14 500 lits en avril 2020, manque de tests de dépistage, insuffisance du nombre de respirateurs artificiels et de places en réanimation, campagne de vaccination anarchique, désordre dans l'application des protocoles à l'école... Les failles de la gestion de la crise sanitaire se sont accumulées, illustrant l'impréparation permanente du gouvernement et son absence d'anticipation. Le ministère a décidé seul, sans moyens logistiques. Ce sont les collectivités locales qui ont pallié les failles de l'État en fournissant des masques et des tests et en ouvrant des centres de vaccination contre le Covid-19.

LA DÉRIVE BUREAUCRATIQUE

Notre système de santé est bureaucratisé et désorganisé : il a les coûts administratifs les plus élevés de l'Union européenne (15 milliards d'euros par an, soit 5,6% des dépenses de santé). L'hôpital français est devenu un monstre bureaucratique : le personnel administratif y représente 34% des effectifs (autant que de médecins) contre 25% en Allemagne selon l'OCDE. Et si Emmanuel Macron candidat avait fait de la simplification une promesse de campagne, rien n'a été fait pour sortir de cette sur-administration. Des contre-exemples existent pourtant : à l'hôpital de Valenciennes, cette part n'est que de 5% grâce à un modèle managérial souple associant les chefs de pôle à la gestion des services sous la supervision de la direction.

L'HOSPITALOCENTRISME DU SYSTÈME DE SANTÉ A AGGRAVÉ L'EMBOLIE DE L'HÔPITAL

En France, l'hôpital public représente 77% de la consommation de soins hospitaliers, 74% du nombre de lits et les urgences ont vu leur nombre de patients doubler en 10 ans : l'organisation entière de notre système de santé repose ainsi sur l'hôpital qui peine à répondre à la demande quand ses moyens sont chaque jour de plus en plus contraints par la réduction de personnels et du nombre de lits. La gestion hospitalo-centrée de la crise sanitaire, particulièrement aiguë pendant la première vague épidémique, a provoqué une dualisation du système de santé avec d'un côté un hôpital public sous extrême tension et de l'autre, des médecins de ville et des établissements privés disposant de ressources et de capacités inutilisées. Il aura fallu attendre la deuxième vague pour que le cloisonnement entre secteur public et secteur privé ne soit plus un obstacle à la prise en charge des malades.

MANQUE DE LITS ET MANQUE DE PERSONNEL

Le nombre de lits a continué de décroître pendant la crise sanitaire avec 5 700 lits fermés en 2020 selon la DREES. L'augmentation des capacités d'accueil à l'hôpital et en services de réanimation pendant la crise n'a été possible que par les déprogrammations d'opérations, avec des conséquences pour de nombreux patients. Alors qu'Olivier Véran nous annonçait sortir « du dogme de la réduction des lits » (18 novembre 2020) et créer 4 000 lits « à la demande » à l'hôpital, un avis du Conseil scientifique du 5 octobre 2021 évalue à environ 20% le nombre de lits d'hôpitaux qui restent fermés, notamment en raison de l'épuisement des soignants. La principale raison est claire : 10 à 15% de postes d'infirmiers sont vacants sur l'ensemble du territoire selon le Syndicat national des professionnels infirmiers (SNPI). Nous avons besoin de 250 000 infirmiers supplémentaires d'ici 2040.

LA PRÉCARISATION DES PERSONNELS MÉDICAUX

Aggravés par la crise du Covid 19, rythme de travail infernal et démotivation provoquent les démissions des personnels soignants et la multiplication des arrêts maladies : l'absentéisme atteint 10%. Le Ségur de la santé n'a pas suffisamment augmenté les salaires des infirmiers. 30% des jeunes diplômés abandonnent ainsi la profession dans les cinq ans qui suivent l'obtention de leur diplôme. Aucune difficulté structurelle n'a été résolue par le Ségur de la santé dont les accords de revalorisation sont insuffisants pour stopper l'hémorragie de départs de soignants. Aucune réforme de notre système de santé n'a été entreprise. Le gouvernement n'a fait que prendre des mesures dans l'urgence, sans vision stratégique, privilégiant une réponse exclusivement financière à l'inadéquation dans l'offre de soins.

NOS AÎNÉS, GRANDS OUBLIÉS DE LA CRISE ET DU QUINQUENNAT

Le manque de réactivité d'Agnès Buzyn pour prévenir en mars 2020 la première vague de contaminations Covid dans les établissements médico-sociaux a entraîné de nombreux décès dans les EHPAD. Les masques n'ont été livrés massivement qu'à partir du 22 mars dans les EHPAD ; les personnels et les résidents ne sont devenus prioritaires pour l'accès aux tests qu'à partir du 9 avril ; l'admission à l'hôpital et aux services de réanimation des plus de 75 ans a été entravée ; la vaccination complètement improvisée : le gouvernement a joué avec la vie de nos aînés. Il a décidé de reporter sans cesse la grande réforme promise sur l'autonomie depuis 2017. La création de la 5^e branche, coquille vide fruit d'une tuyauterie budgétaire, et le saupoudrage du Ségur pour les personnels ne suffisent pas à faire oublier les promesses d'une loi « majeure » en faveur du grand âge qui n'aura jamais vu le jour.

EMMANUEL MACRON MÈNE UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE INEFFICACE ET ILLISIBLE POUR LES FRANÇAIS

Emmanuel Macron a enchaîné des décisions démagogiques sans se préoccuper des réalités scientifiques. Il aura au moins marqué les esprits avec trois décisions absurdes.

LE GRAND ÉCART SUR LE NUCLÉAIRE : ENTRE FERMETURE DE FESSENHEIM ET RELANCE DU NUCLÉAIRE

Emmanuel Macron a repris l'objectif démagogique de François Hollande de fermer les deux réacteurs de Fessenheim, définitivement arrêtés en 2020, puis 12 autres réacteurs pour réduire à 50% la part du nucléaire dans la production électrique du pays en 2035. Résultat : notre parc nucléaire vieillissant est fragilisé. Les événements récents (hausse des prix, tensions sur le système électrique) nous prouvent plus que jamais que nous avons besoin d'une forte capacité de production électrique, pilotable, stockable et à bas coût que seul le nucléaire peut nous offrir. Face à l'augmentation future des besoins électriques - quasi doublement en 30 ans - et notre objectif de neutralité carbone, nous aurions dû prolonger la durée de vie des réacteurs avec le grand carénage et investir dans de nouveaux EPR. Plutôt que de soutenir les investissements d'EDF, le gouvernement l'affaiblit, en ponctionnant 8 milliards par une hausse de la part de l'électricité vendue sur le marché à bas prix (ARENH) afin de limiter la flambée des prix de l'énergie. Désormais, Macron candidat dit vouloir construire six EPR d'ici 2035 et relancer la filière nucléaire française, l'inverse de ce qu'a fait le président.

UNE MAUVAISE POLITIQUE ÉOLIENNE : TROP DE SUBVENTIONS ET UN OBJECTIF IRRÉALISTE DE DOUBLER LE PARC ACTUEL

Le gouvernement prévoit de doubler le parc éolien français d'ici 2028, une énergie intermittente qui ne produit de l'électricité que 20% du temps pour un coût exorbitant. La Cour des comptes, en 2018, alertait sur les 121 milliards d'euros déjà dépensés entre 2001 et 2019 en soutien à la filière et les futurs 7 milliards d'euros par an dès 2022. Si ces fonds avaient été investis dans le nucléaire, nous disposerions aujourd'hui de 50 réacteurs supplémentaires. Si les éoliennes sont des compléments indispensables pour atteindre notre objectif de zéro carbone, elles ne peuvent pas être implantées arbitrairement sans respect des paysages et de l'avis des populations.

LA RÉOUVERTURE DES CENTRALES À CHARBON

Le gouvernement a publié un décret le 6 février 2022 afin de rouvrir nos centrales à charbon pour couvrir les besoins électriques du pays au moment des pics énergétiques, notamment en ce début d'année 2022. Alors que le recours au charbon très polluant était limité à 700 heures par an, le gouvernement l'a rehaussé à 1 000 heures car, lors des pics, les énergies renouvelables ne suffisent pas à subvenir à nos besoins. Tant pis pour la planète, les finances de l'État et la facture des ménages. Emmanuel Macron avait pourtant annoncé une sortie des énergies fossiles, en promettant la fermeture de toutes les usines à charbon françaises d'ici 2022.

EMMANUEL MACRON A ABANDONNÉ LES AGRICULTEURS

LA FIN DE NOTRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La France a affiché pour la première fois un déficit agroalimentaire de 6 milliards d'euros (hors vins et spiritueux) en 2018, alors qu'elle était le 2^e exportateur mondial de produits agricoles et alimentaires au début des années 1990. Elle est déficitaire avec les marchés de l'Union européenne, à hauteur de 0,9 milliard d'euros en 2019. La France n'a jamais atteint un tel degré de dépendance alimentaire. Nous importons désormais la moitié des fruits et légumes et le tiers de la volaille que nous consommons (étude de l'Anses, INCA 2, 2017).

LA DÉCROISSANCE AGRICOLE

Selon le dernier recensement agricole, la France a perdu un cinquième de ses exploitations agricoles en 10 ans et 50% des agriculteurs partiront à la retraite d'ici 10 ans. Emmanuel Macron et son gouvernement ne sont pas parvenus à renforcer le revenu des agriculteurs et à assurer le renouvellement des exploitations.

EMMANUEL MACRON A SACRIFIÉ LA PAC

Le gouvernement n'a visiblement pas pris la mesure du défi agroalimentaire qui nous attend en ne se battant que trop peu et trop tard pour défendre le budget de la PAC qui, en 20 ans, aura baissé de 30% en euros constants. En parallèle, nos concurrents que sont la Chine et les États-Unis augmentent constamment leurs budgets agricoles.

Pire, Emmanuel Macron n'a pas suffisamment défendu nos agriculteurs lors des négociations sur la stratégie de la Commission européenne « *Farm to Fork* ». Selon les premières études d'impact, ce projet aboutira à une baisse de la production de 12% et une baisse des revenus agricoles de 16%.

DES NORMES TOUJOURS PLUS CONTRAIGNANTES...

La France applique les normes les plus contraignantes au sein de l'UE et le gouvernement décide d'interdictions idéologiques alors que nous continuons à importer des produits qui ne respectent pas les mêmes normes que nous.

Les producteurs, en plus d'être pénalisés par des charges massives, se trouvent dans des impasses techniques. L'exemple de la réintroduction des néonicotinoïdes pour la betterave est frappant : le gouvernement les a interdits sans offrir de solutions alternatives aux betteraviers, provoquant jusqu'à 40% de pertes de rendement et jusqu'à 50% dans les champs les plus touchés. Face au danger d'écroulement de la filière par manque de moyens efficaces de lutte contre l'épidémie de jaunisse, le gouvernement est revenu sur cette interdiction. Autre exemple : le gouvernement d'Emmanuel Macron s'est lancé seul dans la sortie du glyphosate, alors que l'Allemagne prévoit de l'interdire fin 2023 mais uniquement pour des usages précis, les Pays-Bas, la Finlande, la Belgique ou le Portugal n'ont mis aucune limite significative. En Suède, où les Verts sont au pouvoir avec les sociaux-démocrates, aucun engagement n'a été pris. Les conditions de concurrence entre les pays européens ne sont aucunement équitables avec une France qui anticipe et surtranspose systématiquement la réglementation européenne.

... ET UNE CONCURRENCE DE PLUS EN PLUS DÉLOYALE

Emmanuel Macron a fait ratifier le CETA alors même que jusqu'à 25% des produits agricoles importés en France ne respectent pas les normes françaises ou européennes. Par le double effet de la surtransposition des directives européennes et de traités de libre-échange déséquilibrés, le gouvernement a accentué la concurrence déloyale dont sont victimes nos agriculteurs. Le manque de compétitivité dû aux normes plus exigeantes est aggravé par le coût de travail excessif en France. Par exemple, dans les cultures maraîchères, le coût du travail en France est supérieur de 1,7 fois par rapport à l'Espagne et 1,5 fois par rapport à l'Allemagne (rapport de Laurent Duplomb, La France un champion agricole : pour combien de temps ? en 2019). Ce surcoût de main d'œuvre entraîne une concurrence déloyale exacerbée et pénalise nos agriculteurs face à leurs voisins européens.

EMMANUEL MACRON A FAIT RECULER LE POIDS DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

UN MAIGRE BILAN EUROPÉEN

Dans son discours de la Sorbonne, Emmanuel Macron promettait de refonder l'Europe. Quel est son bilan ? L'essentiel de ses propositions ont été rejetées par nos partenaires : les listes transnationales ont été refusées par les autres pays lors des élections européennes de 2019 ; l'armée européenne qu'il appelait de ses vœux ne verra jamais le jour ; la convergence sociale et fiscale n'a pas avancé ; la réponse au défi migratoire est toujours désordonnée ; la souveraineté alimentaire de l'Europe a reculé ; le budget autonome de la zone euro qu'il proposait n'a jamais vu le jour. Même la question des travailleurs détachés n'est pas réglée. Certes, depuis la réforme de 2018, les entreprises doivent respecter pour leurs employés la rémunération, le temps et les conditions de travail en vigueur en France. Cependant, les cotisations sociales continuent d'être payées dans le pays d'origine, où elles sont massivement inférieures à celles de la France ; un travailleur détaché reste ainsi toujours moins coûteux qu'un travailleur français.

L'Europe n'a toujours pas de stratégie commune pour lutter contre l'immigration illégale. Elle est défaillante dans la surveillance de nos frontières, malgré le renforcement en cours de Frontex. Le système de Dublin est en échec depuis plusieurs années et la directive Retour qui paralyse de nombreux États dans leur volonté de lutter contre l'immigration clandestine n'a toujours pas été modifiée. Les propositions faites par Emmanuel Macron pour réformer Schengen n'ont été précédées d'aucune discussion, ni d'aucune rencontre préalable avec ses homologues européens, ce qui porte à croire qu'aucun progrès véritable n'est à espérer de cette présidence française, ni sur la question migratoire ni sur tout autre sujet.

En réalité, cette présidence n'est qu'une demi-présidence qui ne durera que trois mois, compte tenu de la campagne présidentielle, et elle est utilisée par Emmanuel Macron président pour la campagne d'Emmanuel Macron candidat. Cette PFUE n'est qu'une vaste opération de communication et ne sera utile ni pour la France, ni pour l'Europe alors qu'elle devrait être un levier stratégique pour défendre les intérêts de la France en Europe. Emmanuel Macron aurait dû la décaler afin de permettre à la présidence française d'y consacrer le temps nécessaire et d'avoir la légitimité maximale pour peser dans les décisions européennes.

Nous craignons que cette PFUE télescope la campagne électorale et c'est exactement ce qui est en train de se passer. La guerre en Ukraine va priver la France d'un débat présidentiel et d'une respiration démocratique nécessaire.

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, nous condamnons fermement cette invasion et approuvons les sanctions internationales prises contre la Russie. Toute notre solidarité va au peuple ukrainien. Cependant la solution diplomatique est la seule qui puisse résoudre ce conflit et nous regrettons que la France et l'UE ait été mis au ban des négociations pendant de nombreuses semaines avant de tenter une approche. Aujourd'hui, il convient de garder les canaux diplomatiques ouverts et faire en sorte que la France joue un rôle d'intermédiaire.

EMMANUEL MACRON EST INCAPABLE DE FAIRE ENTENDRE LA VOIX DE LA FRANCE DANS LE MONDE

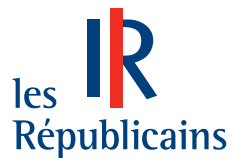
Emmanuel Macron est déconsidéré par nos alliés et la France pâtit grandement de ces échecs. La rupture du contrat du siècle par l'Australie qui devait nous acheter 12 sous-marins conventionnels d'une valeur de 56 milliards d'euros en est le meilleur exemple. On peut ajouter à cela, le fait que la Suisse, la Finlande, la Pologne, les Pays-Bas et le Danemark ont préféré acheter des avions américains plutôt que des Rafales. L'arrogance et la suffisance d'Emmanuel Macron ont éloigné certains partenaires de la France.

Au Mali, la France vit une véritable humiliation. Alors que notre armée, qui a payé le prix du sang avec la mort de 58 hommes, combat les djihadistes à la demande du précédent gouvernement malien, la junte au pouvoir ne veut plus de notre armée sur son sol. Après avoir renvoyé notre ambassadeur, le Mali a demandé expressément à ce que plus aucun soldat français ne reste sur le sol malien. Cette demande a obligé Emmanuel Macron à organiser en toute hâte un plan de retrait du Mali.

La force européenne Takuba qui devait prendre la suite de la France sur place ne verra pas le jour. La faiblesse de la France sur place a conduit plusieurs de nos alliés à quitter la coalition militaire qui se mettait en place.

Le président sortant a échoué à proposer une véritable vision stratégique pour l'Europe. Il s'est heurté à l'attachement des pays baltes et de la Pologne vis-à-vis de l'Alliance atlantique et de la protection militaire des États-Unis. Ses déclarations à l'emporte-pièce sur le supposé état de « mort cérébrale » de l'OTAN ont inutilement braqué nos alliés.

Dans tous les sujets internationaux Emmanuel Macron est dans l'incantation et très peu dans l'action : nous sommes bien loin de l'époque où Jacques Chirac, en février 2003, prend le leadership des pays du camp du non à la guerre en Iraq face aux américains ou lorsque Nicolas Sarkozy parvient à mettre en place, avec Angela Merkel, le fonds européen de stabilité pour sauver les banques européennes après la crise financière de 2008.



Retrouvez toute notre actualité sur
www.republicains.fr

Contacts :

Presse : servicedepresse@republicains.fr - 01.40.76.60.44
Etudes : etudes@republicains.fr - 01.40.76.62.75

les
IR
Républicains